

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés unissez-vous !

le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

MERCREDI 5 JUILLET 1978 - N° 733

Commission paritaire N°56 942 Tel. 636.73.76

2, 00 F.

Avec les travailleurs immigrés **FAIRE ECHEC A STOLERU**



● Série de procès contre les résidents des foyers en lutte : mardi à Rambouillet ; mercredi à Sanois ; vendredi à St Denis, Ivry, Longjumeau,...

Manifestation le 8 juillet à 14 h
de Barbès à Nation

Lire en page 5

Arsenaux

UNE REPRISE QUI NE SATISFAIT PAS LES TRAVAILLEURS

● Bourges n'a pas cédé sur le décret 51

Lire en page 5

Moulinex : la lutte continue



La lutte se poursuit dans les usines du groupe Moulinex dans l'Ouest. Les dérisoires propositions de la direction ont été refusées par la très grande majorité des travailleurs en grève. Seule l'usine d'Alençon a connu un certain fléchissement, mais plusieurs centaines de grévistes poursuivaient le mouvement.

La direction CGT commence à ramener ses arguments sur la possibilité de «poursuivre la lutte sous d'autres formes» et juge intéressante la proposition du patron d'accorder 90 F pour les salaires de moins de 2 500 F. C'est dérisoire, estiment les grévistes qui se battent pour 400 F pour tous.

Liban : accalmie à Beyrouth-Est

A Beyrouth, mardi matin, les durs combats qui avaient opposé l'armée syrienne aux milices réactionnaires des «phalanges» et du «parti national libéral» connaissent une accalmie, à la suite d'un cessez-le-feu. Auparavant, Chamoun, qui avait déjà sollicité l'intervention des troupes américaines en 1958, alors qu'il était président de la république, avait à nouveau fait appel aux Etats-Unis.

Lire en page 6

Bouchaal : premier jugement contre l'internement arbitraire

Lire en page 4

Chirac à l'Elysée : très crispé

L'intégration de l'Espagne dans la CEE et la coopération monétaire des «Neuf» seront le thème de la série d'entretiens auxquels Giscard a invité les quatre grandes formations politiques. A cette occasion on observe des convergences certaines entre le PS et le chef de l'Etat alors que le RPR s'oppose avec la plus grande netteté à ce projet giscardien... cela n'étonnera plus grand monde.

Europe et politique monétaire

LA DECRISPATION
CONTESTEE

● L'Europe et la politique monétaire fournissent à Giscard un nouveau prétexte pour inviter à l'Élysée les quatre grandes formations politiques françaises. L'invitation adressée à la gauche et acceptée par celle-ci ne constitue plus une surprise puisque déjà, on s'en souvient, au lendemain des élections de mars, on avait pu voir Marchais et Mitterrand gravir le perron de l'Élysée. Par la suite c'est le désarmement qui avait été l'occasion de prouver la volonté de décrispation du chef de l'État. Cette fois là aucune délégation du parti de Marchais ne s'était rendue à l'Élysée. En revanche on se souvient que JP Cot (PS) avait accompagné Giscard à la conférence de l'ONU sur le désarmement. Ce qui constitue l'intérêt de la nouvelle série d'entretiens du chef de l'État ce n'est plus tant que l'opposition ait accepté d'y participer, mais les nouvelles divisions qui lézardent la droite.

Le PCF sera représenté par le président de son groupe parlementaire Ballanger puisque Marchais est en vacances en Roumanie. Cela tombe bien, doit se dire Marchais, car ainsi il sera moins compromis par ces visites répétées à l'Élysée. On se souvient en effet qu'au mois de mars, il n'était pas rare de rencontrer des militants du PCF qui désapprouvaient que Marchais se rendit chez Giscard.

Par ailleurs, en ne se rendant pas personnellement à l'invitation de Giscard, Marchais met Mitterrand dans une situation embarrassante.

Et ce, d'autant plus que les convergences entre le PS et le Président de la République sont importantes sur les sujets abordés.

La Lettre de l'Unité, publication officielle du PS est sur la défensive quand elle écrit : « Il y a une convergence idéologique (...) qui a marqué ce dernier week-end. Le regard fixé sur la ligne mauve des Pyrénées, Chirac et G. Plissonnier ont brandi les mêmes slogans : l'Espagne hors du Marché Commun (...). »

Puis, après avoir parlé de « convergences » entre le PCF et le RPR, l'éditorialiste ajoute : « Ce mimétisme porte cependant un nom commun, le conservatisme »

UN DÉSACCORD
NET

En effet, les entretiens les plus tendus risquent bien d'être ceux qui vont se dérouler entre Giscard

et Chirac. Dans La Lettre de la Nation Charpy écrit : « Un désaccord peut difficilement être plus net ». Il accuse ensuite Giscard « d'avoir pris l'initiative d'une novation dans notre politique extérieure... Il a encore la ressource de juger ajoute-t-il comme l'avait fait Georges Pompidou en 1972 pour l'entrée de la Grande Bretagne que ce traité pouvait avoir une incidence sur le fonctionnement des institutions est susceptible d'être ratifié par référendum. Mais dans ce cas il faudrait encore trouver une majorité ».

Il est difficile de ne pas voir là une accusation supplémentaire portée contre le chef de l'État, de rompre avec l'héritage gaulliste dont il se réclame à l'occasion et surtout une menace : Giscard ne peut compter sur le RPR pour faciliter l'intégration de l'Espagne dans le Marché Commun et pour renforcer la coopération monétaire entre les neuf.

Giscard se rendra donc à la réunion convoquée par le chancelier Schmidt et qui réunira les neuf chefs d'État de la CEE sans l'assentiment d'une bonne partie de sa majorité mais avec en revanche une bonne partie de son opposition. Qui s'en étonnera ?

François MARCHADIER

LES SECOUSSES DU PS

Les trente « proches de François Mitterrand » qui avaient, voici quelques semaines, publié une « contribution » visant à « réaffirmer l'ancre du PS à gauche » sont entrés, le week-end dernier, dans une nouvelle phase, celle de l'organisation. Ils ont réuni, à Massy, une centaine de membres du PS de différentes régions de France, pour leur faire approuver leur texte et les engager à le défendre. Ils ont été si enchantés du résultat qu'ils ont décidé de faire des réunions dans toutes les fédérations. Tout cela, paraît-il, pour redonner à chacun une juste vision des choses et montrer aux « militants de province, peu sensibles aux jeux d'appareils » que « les affrontements dont parle la presse ne sont pas des conflits de personnes » mais qu'il faut les « replacer sur le terrain politique ».

Louable intention ! Mais qui s'est déjà révélée bien impuissante puisque d'ores et déjà les divers clans qui se disputent le pouvoir au sein du parti socialiste ont déclenché un feu roulant contre cette initiative. C'est Rocard qui regrette un « jeu » qui « rend un mauvais service à celui que l'on croit servir, François Mitterrand, dont on prétend faire un chef de clan ». C'est Dominique Taddei, membre du secrétariat, qui déplore la parution d'un texte qui « présente comme un événement ce qui fait l'objet d'un accord unanime »

faisant mine de croire que les autres ne sont pas d'accord ». Et ce n'est pas fini : dans la débâcle qui a suivi l'échec électoral, chacun s'efforce de placer ses cartes en vue du prochain congrès et les luttes de cliques vont bon train.

Affaire à suivre.

SCISSION AU MJS

Mais Mitterrand n'est pas à la fin de ses difficultés... Ainsi douze dirigeants sur quarante huit du Mouvement de la Jeunesse Socialiste (MJS) viennent de lui adresser une lettre de démission du conseil national de cette formation.

C'est là un nouvel épisode des secousses qui habitent cette formation depuis des années mais c'est surtout une conséquence du congrès de Nantes et de l'échec de la gauche.

En effet, la majorité des adhérents de ce mouvement autrefois dirigé par Chevè-

nement se reconnaissent dans les positions de la minorité du PS. Mais, lors du Congrès de Nantes, l'an passé pour retirer au CERES ce point d'appui, Mitterrand avait fait décider que la direction de ce mouvement serait désormais élue par la direction du PS et non plus par les jeunes du MJS... Les démissionnaires de la direction accusent leurs camarades d'être des incapables et annoncent que « sans construire un quatrième courant » ils lancent une offensive en vue du prochain congrès. Leur objectif avoué : que la formation puisse élire ses propres responsables ; objectif caché : que le CERES remette la main sur le mouvement de jeunes. J.M. Le Guen responsable du MJS voit dans cette décision du CERES une occasion de détourner l'attention de ses adhérents des contradictions internes qui minent la minorité... C'est sans doute un aspect du problème.

Vacances parlementaires

La session de l'Assemblée nationale vient de se terminer. Les travaux reprendront le 2 octobre. Il ne semble pas que les députés soient très fatigués de cette session. Selon La Lettre de l'Unité, Defferre, qui connaît bien le sérail et ses détours, déclare : « Jamais les députés n'avaient fait en trois mois aussi peu de travail ».

Il est vrai que, huit jours après le début de la session, les parlementaires avaient décidé de se mettre en vacances pour une semaine, faute de textes à discuter. Le gouvernement sortant n'avait pas déposé de textes, tant il croyait à sa défaite.

INTERNATIONAL

Tchad :
reprise
des négociations

Des pourparlers en vue de la « réconciliation nationale » au Tchad devaient s'ouvrir en début de semaine à Tripoli entre le gouvernement central de Ndjamena et le FROLINAT. Le Soudan, le Niger et la Libye doivent prendre part à ces discussions. Cette réunion aurait dû avoir lieu le 7 juin après le cessez-le-feu conclu le 27 mars à Benghazi sous l'égide des mêmes médiateurs. Mais les combats s'étaient au contraire intensifiés, le FROLINAT dirigé par Goukouni réclamant le départ des troupes françaises prévu dans les accords.

Pendant cette période, l'impérialisme français a considérablement renforcé son intervention militaire, envoyant plus de 2 000 hommes au secours du régime de Malloum et en faisant intervenir ses Jaguar. Ceux-ci, le 2 juin, ont bombardé toute la région d'Ati massacrant la population pour atteindre les positions des opposants.

En même temps, l'impérialisme français a développé une politique d'ingérence et de pressions diplomatiques, par l'intermédiaire des pays impliqués dans le règlement. Après l'intervention d'Ati, Giscard a reçu le premier ministre libyen Jalloud, puis il a envoyé son conseiller spécial Journiac effectuer plusieurs missions dans la région.

De son côté, le gouvernement de Malloum a rencontré plusieurs anciens dirigeants du Frolinat, notamment Abba Siddick et Hissene Habre et leur a proposé de les associer au pouvoir. À la réunion de Benghazi serait également proposée l'autonomie interne de la province du Nord, entièrement contrôlée depuis le début de cette année par le Frolinat. En associant manœuvres diplomatiques et intervention militaire, l'impérialisme français s'efforce d'imposer un plan de règlement qui sauvegarde l'essentiel de ses intérêts sur le dos du peuple tchadien.

Ligue Arabe :
suspension des relations
avec le Sud-Yémen

Le Conseil de la Ligue Arabe réuni dimanche à la demande du Nord-Yémen a condamné le régime sud-yéménite pour ses responsabilités dans l'assassinat du président du Nord-Yémen. Il a décidé que la Ligue arabe suspendrait toutes ses relations avec le Yémen du Sud. Cette décision a été prise en l'absence de la Syrie, de la Libye, de l'Algérie, de l'Irak et de l'OLP.

D'autre part, les événements du Nord et du Sud Yémen sont largement commentés dans la presse arabe. Les journaux du Koweït et d'autres pays voient dans ces événements une offensive de l'URSS dans la région. Un journal somalien affirme que l'objectif de l'URSS est de « saboter la solidarité du peuple arabe » : « affaiblir la nation arabe afin de la dominer et de piller ses ressources ».

Arabie Saoudite :

Evocant la possibilité d'une nouvelle guerre au Proche-Orient, le ministre saoudien du Pétrole, Yamani, a mis en garde les pays occidentaux : « Les pays occidentaux pourraient voir leurs approvisionnements en pétrole interrompus si la paix n'est pas conclue au Proche-Orient (...) Si les combats se déroulaient près des champs pétroliers, les pays occidentaux seraient alors totalement coupés de leurs approvisionnements en brut ».

Afrique du Sud

Les journalistes noirs et de couleur (métis et indiens) d'Afrique du Sud ont tenu la semaine dernière un congrès clandestin. Ils ont fait le point de la lutte contre la répression dont ils sont l'objet et affirmé que leur action « fait partie intégrante de la lutte des Noirs contre le régime minoritaire blanc ». Ils refusent de s'organiser dans les syndicats des journalistes blancs dirigés par les racistes.

Comecon : les projets
de l'URSS
provisoirement
repoussés

Après le sommet du Comecon, le communiqué final annonce un programme de « collaboration » dans différents domaines jusqu'en 1990. Les projets prêtés à Brejnev d'imposer une intégration plus poussée des plans économiques de chaque pays et d'instaurer dans le Comecon une procédure de vote à la majorité (au lieu de l'unanimité) semblent avoir été repoussés pour le moment, notamment à cause de l'opposition de la Roumanie.

Le Vietnam a été admis au sein du Comecon comme membre. Il est le deuxième pays du Tiers Monde à en faire partie après Cuba. L'adhésion du Vietnam à cette organisation au service du social impérialisme fait courir de grands dangers à l'indépendance du Vietnam et au mouvement des non-alignés dans lequel il a joué un rôle de premier plan.

Rhodésie :
Israël et l'Afrique du Sud
au secours du raciste
Smith

Dans une interview accordée au journal mozambicain Tempo, Robert Mugabe, dirigeant de la ZANU et co-président du Front Patriotique du Zimbabwe, a déclaré : « Des détachements militaires du régime raciste de Prétoria combattent aux côtés des troupes et mercenaires de Ian Smith contre les Forces armées de libération du Front patriotique du Zimbabwe ».

Il a précisé que le régime de Vorster mettait également son aviation à la disposition de Smith pour bombarder les zones libérées et les camps de réfugiés au Mozambique. Il a également déclaré que des mercenaires sionistes participent à l'instruction des pilotes de l'armée raciste de Rhodésie.

A propos de la candidature de l'Espagne à la CEE

QUERELLES «D'EURO-COMMUNISTES»

Le PCF vient de réaffirmer, par la bouche de Plissonnier, son opposition à l'entrée de l'Espagne dans le Marché commun (ainsi que de la Grèce et du Portugal). Il a dénoncé les tentatives giscardiennes, et bien sûr le PS. Mais ses homologues espagnols sont, quant à eux, favorables à l'adhésion de leur pays à la CEE.

Prenez la parole lors de la fête départementale du PCF dans l'Hérault, Plissonnier a longuement expliqué la position de son parti, soulignant les «conséquences désastreuses pour la paysannerie française, pour l'équilibre économique de la France» qu'aurait l'élargissement de la communauté européenne. «L'élargissement porterait un coup mortel à des secteurs entiers de notre production agricole, comme le vin, les fruits et légumes (...) Sait-on que les études des services de Bruxelles prévoient d'ores et déjà que l'entrée de la Grèce, de l'Espagne, et du Portugal ferait passer le chômage dans la CEE de 6 à 9 millions de personnes?»

Giscard se voit accusé de «pousser à la construction d'un super-Etat ouest-européen, faisant de notre pays une province de l'empire germano-américain.»

Le PS reçoit aussi sa part de cette volée de bois vert. La déclaration commune des partis sociaux-démocrates d'Europe occidentale déclare que «les socialistes soutiennent fermement l'adhésion de l'Espagne, de la Grèce et du Portugal à la Communauté.» Le PCF se saisit donc de cette déclaration pour affirmer que «le Parti socialiste a trouvé là un nouveau terrain de convergences avec le Président de la République, lequel vient de déclarer à Madrid,

que «l'entrée de l'Espagne dans la Communauté européenne est conforme à l'intérêt de l'Europe.»

**CARRILLO
A-T-IL VIRÉ
A DROITE ?**

Mais voilà ! Dans le chœur des voix favorables à l'extension de la Communauté à l'Espagne, s'élève celle du PC espagnol, qui a sur ce sujet la même position que l'ensemble des partis bourgeois de son pays. D'où une gêne bien compréhensible de la part du PCF : s'il est facile d'attaquer Giscard, ainsi que le PS, qui a depuis longtemps des convergences avec Giscard au niveau de la politique européenne, il est évidemment plus délicat d'expliquer la position du PCE : verra-t-on Marchais expliquer que son homologue d'outre-Pyrénées fait le jeu de la droite et de la social-démocratie et veut renforcer «l'empire germano-américain» ?

Pourquoi, en effet, une telle position de la part du PCE ? Sur le plan des exportations de produits agricoles, l'Espagne a tout intérêt à entrer dans le Marché commun. Ses produits seraient effectivement en mesure de concurrencer sérieusement la production agricole française, en raison notamment du plus faible coût de sa main-d'œuvre — (Ce qui explique en partie les positions du RPR qui ne tient pas à paraître cau-



On s'embrassait au moment de la légalisation du PCE, mais aujourd'hui...

tionner un élargissement de la Communauté qui causerait des difficultés aux agriculteurs français).

Cette opposition qui se fait jour entre deux partis révisionnistes reflète, en fait, l'opposition entre les intérêts concurrents des capitalistes français et espagnol. Ces contradictions entre «euro-communistes» sont de celles qui ne peuvent pas manquer d'opposer des partis qui ont choisi de défendre leur capitalisme «national». La concurrence entre impérialismes a des conséquences

directes sur les rapports entre partis révisionnistes qui aspirent, d'une manière spécifique, à développer leur propre impérialisme.

Ceci, évidemment, ne peut guère être expliqué par le PCF. Carrillo, reçu par Giscard, ayant déclaré que sa position ne ferait pas plaisir à Marchais, L'Humanité minimise ces propos, les qualifiant de «démonstrations de courtoisie, même accompagnées de déclarations excessives, mais circonstancielles.»

François NOLET

Des Bretons arrêtés

Après les arrestations de six personnes supplémentaires, survenant à la suite de deux premières, accusées d'avoir été à l'origine de l'attentat de Versailles, la police prétend avoir démantelé «l'armée républicaine bretonne». Selon la version du commissaire, cette organisation n'aurait compté en tout que les huit membres qui se trouvent actuellement sous les verrous. De plus, il a affirmé que l'ARB était composée, outre d'éléments ayant une origine plus ou moins de gauche, d'autres personnes qui auraient des liens avec les anciennes tendances «autonomistes bretonnes», qui s'étaient livrées pendant la dernière guerre à la collaboration avec les nazis.

Est-ce la conséquence d'un type d'action mené dans la clandestinité, en coupure totale avec tout travail politique de masse, qui aurait pu favoriser ce genre de confusion ? Ou bien s'agirait-il pour la police de tenter de déconsidérer un mouvement breton, qui, loin de se réduire à l'ARB, reflète de véritables aspirations de masse, et qui, depuis quelques années, a connu une renaissance sur des bases très différentes de celles des années quarante ? Dans l'état actuel des informations, en provenance exclusive de la police, les deux hypothèses sont permises.

Élection partielle : candidature unique de la droite

Pour l'élection partielle de Seine Saint-Denis, consécutive à l'annulation de l'élection de Marie-Thérèse Goutmann, (PCF), les partis de gauche (MRG, PS, PCF, PSU) soutiennent dès le premier tour la candidate invalidée. De son côté, la droite aura aussi un candidat commun : l'UDF a décidé de soutenir le RPR Valenet. Ce qui ne veut pas dire que tout aille pour le mieux entre les partis de droite. L'UDF a fait savoir qu'elle regretterait que le candidat RPR se soit choisi un suppléant également RPR.

ATTENTAT CONTRE UN LOCAL DU PCF

A Poissy (Yvelines), un siège du PCF a été attaqué dimanche matin à coups de cocktails Molotov. Les dégâts sont importants. L'attentat n'a pas été revendiqué, mais tout indique qu'il s'agit probablement de l'œuvre d'un groupe d'extrême-droite.

CORSE

Vingt six bombes ont éclaté en Corse la nuit de lundi à mardi,

en l'espace de quelques minutes. La région de Bastia a été la plus touchée. Ces attentats seraient attribuables aux mouvements favorables à l'indépendance de l'île.

ASIE DU SUD-EST

A la suite des problèmes soulevés par l'attitude du régime vietnamien à l'égard des ressortissants chinois sur son territoire, et de l'adhésion du Vietnam au COMECON, la Chine a suspendu son aide économique au Vietnam.

L'Aurore vendue, Le Matin en difficulté

SUR FOND DE MANOEUVRES POLITIQUES

Une semaine après la disparition du Quotidien de Paris, les manœuvres, grandes et petites, continuent à se déployer dans la presse, sur fond de tractations politico-financières, bien entendu. Il est désormais acquis que c'est un groupe d'industriels, comprenant notamment les PDG de Paribas, de la CGE et de Michelin, qui va racheter l'ensemble de presse appartenant à Boussac, et dont les journaux les plus connus sont L'Aurore et Paris-Turf. D'autre part, le groupe Perdiel (Le Matin, Le Nouvel Observateur) multiplie les mises au point embarrassées pour justifier l'accord récemment passé avec le groupe Hersant.

Les acquéreurs de L'Aurore ne sont des inconnus ni dans le monde de la presse, ni dans celui des affaires, ni dans celui de la politique. Dans le domaine de la presse, ils possèdent déjà, pour une part importante, le groupe Agéfi-Nouveau Journal, qui édite des journaux et revues à vocation financière. Dans le domaine des affaires, on les connaît : la banque Paribas est présente sur les cinq continents, et dans

quelque 200 conseils d'administration. La CGE et Michelin sont parmi les premières entreprises françaises. Mais ce sont les garanties politiques qu'ils offrent au gouvernement qui ont été déterminantes. On sait en effet que dès l'annonce des difficultés du groupe Boussac, le journal L'Aurore a été l'objet d'une convoitise partagée des giscardiens et des chiraquiens. Malgré des offres mirobolantes, Dassault

et Bourguines, jugés trop proches du RPR, ont été écartés, dans l'attente de candidats acquéreurs plus ouvertement giscardiens. De ce point de vue, les nouveaux propriétaires offrent des garanties sérieuses au pouvoir : Pierre Moussa, le nouveau PDG de Paribas (depuis la semaine dernière), sort de l'inspection des Finances et fut, avec Giscard, directeur de cabinets ministériels. Ambroise Roux, PDG de la CGE, est considéré comme un des giscardiens du CNPF. Quant à François Michelin, il fait partie des «intimes» du président depuis le temps où ce dernier était ministre des Finances.

Pour une somme qui avoisinerait les 75 millions de francs, Giscard semble donc avoir trouvé «le» quotidien à sa dévotion totale qui lui manquait,

Reste une inconnue : L'Aurore ne figure pas, parmi les grands journaux de la bourgeoisie, au rang des plus sains financièrement. Sa diffusion baisse régulièrement, même s'il vend encore 289 000 exemplaires selon les derniers sondages de l'OJD. Les nouveaux patrons vont devoir pratiquer une sévère politique d'économie, qui risque d'entraîner la réaction d'un personnel d'obédience centriste pas forcément acquis aux vertus giscardiennes. Le cadeau des PDG à Giscard risque d'être empoisonné.

LE MATIN LÂCHÉ PAR LE PS ?

A gauche non plus, tout ne va pas pour le mieux. Créé dans la perspective d'une victoire de la gauche, Le Matin doit aujourd'hui faire face à de réelles difficultés. Difficultés d'autant plus grandes qu'il ne peut même pas se prévaloir du soutien unanime du parti socialiste, loin de là. De fait, le groupe Perdiel s'est mis au service d'une tendance précise du PS, la tendance Rocard-Martinet (ce dernier est d'ailleurs au Conseil d'Administration du Matin). En évoquant, lors de sa dernière conférence de presse, la possibilité d'un journal «du PS», Mitterrand laissait clairement entendre que Le Matin ne lui convenait plus. Relégué dans l'opposition, ne bénéficiant pas du soutien du PS unanime, Perdiel et son groupe de presse tentent de trouver le salut dans des accords avec Hersant, ce qui est peut-être satisfaisant financièrement, mais n'est certainement pas du goût de tous ses lecteurs.

ELECTION CANTONALE : RECU DE LA GAUCHE

Une élection cantonale partielle a eu lieu dimanche au Puy (Haute-Loire) pour pourvoir au remplacement d'un conseiller général socialiste invalidé. PCF et PS sont en recul. Le candidat PCF obtient 10,90 % des voix (contre 27,8 % en 19/6 et 12,2 % aux législatives), le PS 21,6 % (contre 36,5 % en 19/6 et 26 % aux législatives).

MANIFESTANT INCARCÉRÉ

Un manifestant anti-fasciste arrêté au moment du meeting nazi du 27 juin a été écroué à Fleury-Mérogis. Il est accusé d'avoir lancé un cocktail Molotov sur une voiture de police.

INFORMATIONS GENERALES

Les leçons du jugement de l'affaire Bouchaal

COMMUNIQUE DE PRESSE DU G.I.A.

Le 28 juin 1978, la 1^{ère} Chambre civile de la Cour d'Appel de Paris a annulé le jugement du 3 janvier 1978 qui avait décidé du maintien en internement de M. Mouloud Bouchaal dans le service du Dr Sevestre de l'hôpital psychiatrique Esquirol de Saint Maurice (Val de Marne).

M. Bouchaal avait en effet été interné le 24 septembre 1977, à la suite d'un conflit avec le propriétaire de son logement et certains voisins. Le Préfet de Police de Paris avait, à cette date, pris un arrêt de placement d'office, converti en placement volontaire le 18 novembre 77.

M. Bouchaal et le Groupe Information Asiles avaient, le 10 décembre 1977, demandé au Tribunal de Grande Instance de Paris de statuer sur la sortie immédiate de ce dernier. C'est à la suite de cette demande, faite en application de l'article L.351 du Code de la Santé, que la 1^{ère} Chambre Civile avait décidé le maintien en internement de M. Bouchaal.

Celui-ci, contre l'avis des juges et des médecins, était cependant sorti sur la pression populaire et sur la demande de sa famille, en application de l'article L. 339 du Code de la Santé. L'Union Régionale Parisienne et l'Union Départementale du Val de Marne de la CFDT avaient également apporté leur soutien à M. Bouchaal et demandé sa libération.

A sa sortie, M. Bouchaal a fait appel de ce jugement du 3 janvier par l'intermédiaire de Maître Mireille Abensour. C'est à cette occasion que la Cour d'Appel de Paris a infirmé le jugement en question, aux motifs :

- 1° - «Que l'appel de M. Bouchaal est recevable ; qu'en effet aucune disposition légale ne s'oppose à l'exercice du droit d'appel ;
- 2° - «Les premiers juges n'avaient plus qualité pour apprécier la nécessité d'une mesure d'internement d'office et les conséquences qui pouvaient en résulter ;
- 3° - «Que le Tribunal avait tous les éléments nécessaires et suffisants pour constater que l'état de M. Bouchaal ne justifiait aucune mesure d'internement d'office ni volontaire.»

Cette décision de la Cour d'Appel montre que :
1° - Même sorti d'hôpital psychiatrique, il est toujours possible de faire appel sur une décision de maintien en internement ;

2° - Que le placement d'office pris par le préfet de police à l'encontre de M. Bouchaal est totalement arbitraire et abusif ;

3° - Que l'expertise faite par les psychiatres désignés par le Tribunal de Grande Instance de Paris en décembre 1977 est contredite par la Cour d'Appel et ne visait qu'à couvrir l'arbitraire de la décision préfectorale et le refus du Dr Sevestre de laisser sortir Mouloud Bouchaal.

Aussi celui-ci a-t-il décidé de porter plainte contre X pour séquestration arbitraire, internement abusif et illégal.

Ce jugement impose que l'on s'interroge sur le rôle réellement joué par la psychiatrie lorsqu'elle intervient dans les divers conflits de la vie quotidienne, et sur l'arbitraire qu'elle permet et cautionne sous couvert de «science médicale».

LA LOI REPRIMANT L'ALCOOL AU VOLANT EST ADOPTEE

Le Sénat a définitivement adopté le projet de loi réprimant les conducteurs sous l'emprise de l'alcoolisme au volant.

Ce texte de loi prévoit que les automobilistes qui auront blessé ou tué quelqu'un sous l'emprise de l'alcool ou tout simplement auront conduit sous cette influence même sans avoir provoqué d'accident, verront leur permis automatiquement annulé et non plus suspendu. De surcroît ils devront attendre trois ans pour se présenter à nouveau à l'examen du permis de conduire.

A la base du débat au Sénat, quelques chiffres : l'alcool serait responsable de plus de 5 000 morts chaque année sur les routes de France et de plus de 100 000 blessés. En moyenne, 3 % des automobilistes conduisent sous l'influence de l'alcool. Mais ils provoquent 40 % des accidents mortels. Par cette

mesure, la sécurité routière vise à ramener le nombre des tués de 17 000 à 10 000 par an.

Cette loi, après l'obligation faite du port de la ceinture, sera mise en application grâce à de nombreux ballons alcootests plus précis que les premiers et qui ne rendraient pas nécessaire la prise de sang. L'automobiliste aura toujours la possibilité de demander une prise de sang de contrôle.

Mais pourquoi le pouvoir, si à cheval apparemment sur la répression des conduites dangereuses, s'arrête-t-il en chemin ? Et comment se fait-il qu'en 1978, on n'arrive toujours pas à connaître les notes de sécurité établies pour chaque type de véhicule par les compagnies d'assurances sur la base de la totalisation des déclarations de sinistres ? La révélation des défauts de tel ou tel véhicule risquerait-

elle de bouleverser une marche si prospère et de nuire aux profits des constructeurs ? De la même façon, pourquoi les entreprises de transport routier qui encouragent la conduite prolongée des poids lourds par les mêmes chauffeurs pour des raisons de rentabilité, ne sont-elles pas sanctionnées ?

En s'attaquant au problème de la sécurité, le pouvoir garde pour souci numéro un, la volonté de ne pas nuire à la «poule aux œufs d'or» que représente l'automobile et veut préserver ses profits. Pour le reste, il ne craint pas de s'attaquer aux responsabilités individuelles. Mais s'il y a moins d'accidents au volant, l'alcoolisme, lui, continuera, encouragé par les conditions de vie, le commerce et la publicité...

P.P.

PHOTOCOPIEZ VOS PAPIERS

Faites certifier conforme les photocopies, à la Mairie de préférence, ou au

commissariat de votre quartier.

N'ALLEZ JAMAIS SEUL A LA POLICE

Si vous recevez une convocation, ou si vous devez aller à la police (pour les papiers par exemple) : avertissez à l'avance un avocat, une assistante sociale, le syndicat, une association ou un ami.

NE SIGNEZ PAS UN PAPIER

Si vous n'avez pas compris ce qu'il veut dire.

Pour tout problème, vous pouvez contacter :

MAISON DES TRAVAILLEURS IMMIGRÉS (MTI)
46 rue de Montreuil
75 011 PARIS

Tél : 628 75 85

PERMANENCES :
du lundi au vendredi
de 18 h à 20 h
Samedi de 10 h à 13 h

A l'initiative du MTI et de nombreuses organisations.

Le lait aux antibiotiques

Les risques d'une «utilisation» incontrôlée

Le professeur Custot a fait une déclaration devant l'académie de médecine, et signalait la présence d'antibiotiques dans le lait. Ces opérations de contrôle, qui touchaient quelque 220 échantillons vendus dans les commerces de Paris et de sa région, révélaient la présence de pénicilline dans plus de 25 % des cas. Situation à peu près équivalente pour les deux années test 75 et 77. Cependant, ces recherches de présence d'antibiotiques ne concernent que la seule pénicilline. Aussi risque-t-on fort de trouver d'autres traces médicamenteuses dans les produits laitiers si les tests étaient effectués en ce sens.

Ces résultats proviennent du fait que les maladies des bovins, notamment les mammites, infection relativement courante, sont traitées à l'aide de ces antibiotiques, et que parfois l'emploi de ces traitements se fait au mépris des réglementations. Or, cette «utilisation» incontrôlée pour l'homme qui les absorbe par l'intermédiaire des produits laitiers, provoque chez lui une accoutumance et une résistance aux antibiotiques que par ailleurs, il pourrait être amené à utiliser pour le traitement d'une maladie quelconque.

Il faudrait alors avoir recours à des antibiotiques plus puissants, qui à leur tour provoqueraient un renforcement de la «résistance»...

Fête des radios libres : un mouvement irréversible

Deux jours de fête pour les radios libres ce week-end. Une affluence multicolore et hétérogène, de 10 000 à 15 000 auditeurs potentiels, s'étaient déplacés pour exprimer leur soutien à ce nouveau moyen d'expression en butte aux persécutions du pouvoir, qui s'obstine à imposer son «indifférence» sur les radios officielles. De nombreux stands de radio libres montraient l'ampleur de ce mouvement et les nombreux acquis gagnés dans la lutte. Fortes du soutien des populations locales, les radios libres continueront d'exister et de se développer.

Quelques débats contradictoires montraient les divergences existant entre les deux organisations : le Bureau de Liaison des radios locales et indépendantes et son éternel problème de financement et de publicité, tandis que la Fédération des radios libres non commerciales entend plutôt continuer à développer les liens entre auditeurs et collectifs et y trouver les moyens d'un financement de soutien. Les radios libres organisent des initiatives cet été pour continuer à développer ce rapport de forces ; les émissions reprendront régulièrement pour l'ensemble d'entre elles à la rentrée....

A l'hôpital Sainte Anne (Paris 13^e)

LES GRÉVISTES ANIMENT UNE RADIO LIBRE

Radio Libre Sainte Anne a émis vendredi 30 juin, de 22 h 15 à 23 h 35, sur 95 MHz en modulation de fréquence, de l'intérieur même de Sainte Anne. Nous avons informé les auditeurs de notre grève, de la plate-forme revendicative, de l'historique de la grève, et des conditions d'hospitalisation. Cette émission faite au 46^e jour de notre grève célébrait en même temps le triste anniversaire des cent quarante ans de la loi scélérate et anti-populaire du 30 juin 1838, qui confiait à l'État le monopole sur la folie. Cela

nous a conduits à parler de la psychiatrisation croissante de la vie quotidienne (cf dossier scolaire, projet Gamini et Audass) de mise sur ordinateur de notre vie... entreprise par le pouvoir. Nous pensons que la radio libre de quartier est un moyen privilégié de popularisation de notre lutte et des problèmes des soignants et des soignés de Sainte Anne.

Radio Libre Sainte Anne réémettra jeudi 5 juillet, à partir de 22 h 30 sur 95 MHz.

Communiqué

CREATION DE LA FEDERATION NATIONALE D'USAGERS DES TRANSPORTS

Réunies à Paris en assemblée générale extraordinaire le 17 juin 1978, plusieurs associations ont décidé de se fédérer dans une Fédération Nationale des Associations d'Usagers des Transports (FNAUT).

Leur plateforme s'articule autour de quatre idées qui leur paraissent fondamentales :

- 1) Garantie du droit au transport pour tous, la notion de service public devant l'emporter sur celle de rentabilité commerciale.
- 2) A l'extérieur des villes, priorité au rail sur la route pour le transport tant de personnes que de marchandises. En raison de

son moindre coût social et de son rendement énergétique, le chemin de fer doit constituer la trame autour de laquelle s'articulent les autres moyens de transport : autocar, automobile ou camion pour la desserte terminale ou locale.

- 3) A l'intérieur des villes, rôle accessoire rendu à l'automobile au profit des transports publics, des deux roues et des piétons.
- 4) Réduction des contraintes de transport par un aménagement et un urbanisme cohérents.

F.N.A.U.T.
5 Bd Pareire
Paris 17^e

POURQUOI UNE GREVE DES LOYERS ADEF DE PONTOISE...

I - Accepteriez-vous :
 - d'avoir 0,68 m² pour préparer vos repas ?
 - d'avoir votre chambre au 4^e étage et la cuisine au 1^{er} sous-sol ?
 - d'avoir à attendre qu'un bec de réchaud soit libre pour faire votre cuisine ?
 - l'interdiction de recevoir vos amis chez vous, parce qu'ils n'habitent pas le même immeuble ?
 - et de payer, pour 8,50 m², 330 F par mois ?

II - Pour obtenir de meilleures conditions de logement et de vie, nous, résidents du foyer ADEF - sis avenue du général Schmitz à Pontoise, refusons de

payer le loyer depuis mars 1978.

Nous réclamons que les travaux d'entretien courant soient effectués

- réfection de la peinture dans les cuisines et les chambres (ce qui n'a pas été fait depuis la construction du foyer en 1972).

- nettoyage et remise en état de hottes d'évacuation des cuisines.

- réparation des fissures et infiltrations d'eau.
 - nettoyage régulier de la literie.

Toutes ces prestations de service entrent dans le calcul du prix du loyer. Pourtant, la direction de l'ADEF, pour toute répon-

se, assure qu'elle n'a pas l'argent nécessaire, et qu'il lui faut en demander au CNLI. Ce qui veut dire concrètement qu'il va falloir attendre encore au moins deux ans avant de voir les travaux effectués.

III - Nous résidents du foyer ADEF de Pontoise, comme les résidents d'autres foyers en France, nous en avons assez de foyers casernes.

Travailleurs immigrés exploités au travail, nous sommes aussi exploités au niveau du logement. En effet, on peut dire que les résidents des foyers payent non seulement un loyer

cher, compte-tenu de la qualité de ces logements, mais bien plus, ils paient deux fois leurs loyers. Pourquoi ?

Parce que l'État alimente le fonds d'action sociale (FAS) avec la part des prestations familiales qui n'est pas versée aux familles des travailleurs immigrés (bien qu'ils cotisent comme les travailleurs français) quand celle-ci est restée au pays.

Or c'est avec, entre autres, des subventions du FAS que les sociétés HLM ont construit des foyers.

Depuis six ans, nous avons payé régulièrement notre loyer, sans qu'aucun des travaux d'entretien courant ne soit effectué.

A quoi a servi cet argent ?

Et maintenant qu'il y a des grèves, ce sont encore les travailleurs immigrés qui vont payer puisqu'il est vraisemblable que l'ADEF demandera au FAS de combler les déficits dus aux grèves.

IV - Parallèlement, nous dénonçons l'ATL qui est une manœuvre démagogique.

En effet, en juillet, doit être mise en place l'Aide Transitoire au Logement et une augmentation de 6,5 % du prix du loyer. Chaque résident dont les ressources sont inférieures à 2 150 F par mois - s'il n'est pas gréviste - pourra recevoir une aide 15 à 25 % du prix du loyer. Mais qui va financer cette aide ?

C'est encore le FAS, donc les travailleurs immigrés dont les familles sont restées au pays d'origine, donc les résidents des foyers. Puisque les travailleurs immigrés cotisent au même tarif que les travailleurs français sans toucher de prestations pour le logement si leur famille n'est pas en France, c'est à la CAF de prendre en charge cette aide.

Nous dénonçons l'ATL dont le but est de

- diviser les travailleurs immigrés entre eux,

- faire croire aux Français qu'on favorise encore les immigrés, ce qui augmentera encore le racisme,

En bref, briser les grèves dans tous les foyers.

Dans un tel contexte qui accroît encore notre insécurité et à l'approche des vacances, nous avons besoin de toute la solidarité des travailleurs français pour continuer notre lutte.

Nous appelons donc à la constitution d'un comité de soutien.

Première assemblée constitutive le

JEUDI 6 JUILLET 78
 à 20 h 30
 MAISON
 DES SYNDICATS
 2 rue Bertheiot
 PONTOISE

LE COMITE
 DES RESIDENTS
 DU FOYER ADEF

Arsenaux

BOURGES NE CEDE PAS SUR L'ESSENTIEL

Le travail reprend sans avoir obtenu l'application du décret de 1951 sur les salaires

Le travail reprend un peu partout dans les arsenaux. A Brest, le plus «dur», là où la grève avait commencé, le vote pour la reprise ne s'est fait qu'à une bien faible majorité (un peu plus de 56 %). Au Bassin 10, secteur de pointe, une écrasante majorité de travailleurs s'est prononcée pour la poursuite de la grève. Dans les autres arsenaux, la situation est un peu similaire. Pour certains, le vote n'intervenait que dans la journée de mardi.

Le résultat des votes semble bien avoir été influencé par deux éléments importants :

1 - c'est maintenant la période des congés qui est là, et la question se posait des perspectives pour la poursuite de ce puissant mouvement,

2 - Les fédérations syndicales penchaient très nettement pour la reprise et ont donc mis tout leur poids dans la balance. Il semble même qu'un accord ait été conclu, dès vendredi, c'est-à-dire avant même la consultation des travailleurs, entre les directions syndicales et le ministre de la Défense Bourges.

En tout cas, même si quelques avantages ont été obtenus, les travailleurs des arsenaux n'auront pas arraché leur principale revendication, celle pour laquelle ils s'étaient mis en grève, l'application du décret de 1951 garantissant l'indexation de leurs salaires sur ceux de la métallurgie parisienne. Ce décret qu'ils avaient arraché par la lutte, Bourges l'avait



perdue l'année dernière aux promesses de le remettre en vigueur cette année. Or, cette année, le ministre de la Défense décidait de maintenir la suspension du décret. C'est ce qui avait motivé le déclenchement de la lutte. Les travailleurs des arsenaux devront cette fois encore se contenter de la promesse faite par Bourges de remettre le décret en application en juin 1979. Evidemment, personne n'y croit. Pas même

les directions des fédérations syndicales qui ont pourtant présenté le petit recul de Bourges comme une importante victoire.

La petite majorité qui l'a emporté pour la reprise indique nettement que les travailleurs des arsenaux ne sont pas satisfaits des résultats. La lutte reste à l'ordre du jour pour obliger Bourges à remettre en vigueur le décret de 1951, conquête des travailleurs arrachée de force l'année dernière. Peut-être à la rentrée

Renault : silence ! on négocie...

La direction de la Régie Renault annonce qu'elle va rouvrir des négociations avec les organisations syndicales. Sur quoi vont porter ces discussions ? Sur le «déroulement de carrière» des O.S. Non ! on croit rêver. Ceux des presses à Flins ont lutté pendant plusieurs semaines pour essayer d'obtenir le P 1 pour tous ; ils ont affronté les flics par 2 fois, ils sont actuellement l'objet d'une sévère répression (des dizaines de licenciements sont en cours) ; c'est dans ce contexte que les directions syndicales vont s'asseoir à la table de négociations pour discuter de quoi ? Du «déroulement de carrière» des O.S.... Maintenant que par la répression et l'intransigeance des uns et la passivité, le manque de perspectives des autres, la lutte est (provisoirement) arrêtée dans les usines de la Régie, tout ce petit monde peut se mettre à palabrer. Une manière de voir qui trouvera à coup sûr des partisans à la direction de la FGM-CFDT.

CHU de Caen la lutte paie

Les employées de la légumerie, grâce à leur riposte énergique ont fait reculer la direction de l'hôpital : elles ont obtenu de rester en poste normal, d'avoir tous les week-ends et les fériés et l'embauche de 4 ou 5 autres employées. Cela n'est qu'un premier pas car il faudrait 10 employées de plus. La direction ne démantèle pas leur service. C'est une première victoire qui prouve qu'aujourd'hui la lutte est payante. Cela confirme qu'on ne peut négocier que sur la base d'un rapport de forces. Cette lutte a eu un bon écho sur les soignants et nous renforce dans l'idée que la lutte dans l'unité peut nous faire obtenir nos revendications.

Corr. CHU de Caen.

3 500 licenciements prévus en Lorraine

Le comité d'aménagement, de promotion et d'extension de la Meurthe-et-Moselle a révélé que 3 500 emplois étaient menacés en Meurthe-et-Moselle, ceci compte non tenu des licenciements dans la sidérurgie et le textile.

Les points les plus touchés :

- la région de Longwy, qui a perdu 1 500 emplois l'année dernière et dont on prévoit qu'elle va en perdre encore un millier.

- la vallée de la Moselle, entre Pagny et Frouard.
 - la vallée de la Meurthe, entre Lunéville et Nancy.
 - la vallée de la Vézouze (de l'Est du département à Lunéville).

Les secteurs touchés ne bénéficient pas d'aides gouvernementales. Leurs réductions d'activités sont directement liées à la liquidation de la sidérurgie et du textile. La situation de l'emploi est particulièrement dramatique dans la région de Longwy, où les demandes d'emploi sont 16 fois supérieures aux offres.

Poursuite de la grève à Gravelines

La grève se poursuit sur le chantier de la centrale nucléaire de Gravelines près de Dunkerque. L'UL-CGT de Dunkerque, apprenant la décision d'expulsion des grévistes du chantier l'avait commentée en ces termes : «Si la police intervient, le conflit s'étendra à tout le littoral». C'est pour obtenir une augmentation de leurs salaires que les travailleurs de Gravelines se sont mis en grève ; c'est aussi pour la garantie de l'emploi au terme du chantier qui devrait prendre fin dans 6 mois.

Le Quotidien du Peuple-Magazine va bientôt paraître

Les lecteurs qui veulent recevoir un ou plusieurs numéros du Magazine du Quotidien du Peuple, pour le diffuser autour d'eux cet été, doivent nous en passer commande dès aujourd'hui.

● TANZANIE-NIGERIA

A la suite d'une visite du ministre des Affaires étrangères tanzanien au Nigeria, les deux gouvernements ont réaffirmé leur soutien total au Front Patriotique du Zimbabwe et à la SWAPO de Namibie. Ils ont condamné le «réglément interne» de Smith et les plans impérialistes concernant la Namibie.

● CAP VERT

Le Premier ministre du Cap Vert a pris position en faveur des régléments des problèmes de l'Afrique par l'OUA en dehors de toute intervention étrangère. Il a déclaré : «La République du Cap Vert ne tolérera jamais l'utilisation de son territoire comme base d'agression contre tout autre pays.»

LES PALESTINIENS ET LES LIBANAIS PATRIOTES CONSCIENTS DU RISQUE DE GUERRE CIVILE

Les bombardements syriens contre les quartiers chrétiens de Beyrouth se poursuivaient lundi, mais avec une moindre intensité que les jours précédents. La violente offensive syrienne menée par la Force Arabe de Dissuasion vise les milices chrétiennes de droite et en particulier le Parti Phalangiste de Gemayel dont le siège a été bombardé

Sans doute les Phalangistes visent plus loin et comptent impliquer les forces palestiniennes et les patriotes libanais dans les combats pour provoquer à nouveau la guerre civile au Liban et tenter d'imposer la partition du pays. Jusqu'à maintenant, les forces isolationnistes ont échoué dans leur tentative d'entraîner les forces progressistes libanaises et la Résistance palestinienne dans les combats, ce qui constitue un grave échec dans le piège tendu par les réactionnaires

libanais. Réaffirmant sa détermination à ne pas tomber dans le piège tendu par les fascistes libanais et à rester en dehors des combats, le chef du département militaire de l'OLP a déclaré : «La Résistance palestinienne n'est en aucune manière dans les derniers événements au Liban»

Il n'en reste pas moins que l'armée syrienne, même si elle combat les troupes phalangistes, leur cau-

sant de lourdes pertes, a utilisé des moyens qui sont ceux d'une armée régulière bourgeoise : tirant des centaines d'obus, utilisant massivement blindés, mortiers, canons, fusées, obus de Staline contre des quartiers parfois populaires de Beyrouth-Est, provoquant ainsi, sans distinction, la mort de nombreux civils innocents qui tombaient en même temps que les fascistes libanais.

Si dimanche les combats ont diminué d'intensité après l'intervention du président libanais Sarkis auprès du président Assad, les événements qui se déroulent actuellement au Liban ont prouvé une fois de plus la faiblesse du gouvernement libanais qui reste incapable d'intervenir dans la situation. A cet égard, la déclaration de Selim Al Hoss, Premier ministre libanais, en dit long sur l'impuissance de son gouvernement : «... Nous sommes revenus encore une fois à l'état d'inertie qui avait précédé la démission de

mon gouvernement, il y a deux mois et demi (...). Pour de multiples raisons, nous nous sommes vus contraints de renoncer aux initiatives que nous avions envisagées concernant certains problèmes fondamentaux.»

L'intervention syrienne vient réaffirmer l'intention de Damas de conserver un rôle important au Liban, ce violent rappel à l'ordre est particulièrement destiné aux Phalangistes qui se trouvent plus que jamais liés à Israël, notamment au sud du pays où leurs milices ont pris la relève après le prétendu «retrait» de l'armée israélienne et avec le soutien actif de celle-ci.

Frank ROUSSEL

Les liens entre le soutien à la Révolution Palestinienne et le développement de la lutte patriotique au Liban

3 - LA LUTTE CONTRE L'INGÉRENCE ÉTRANGÈRE AU LIBAN

Interview des «Comités patriotiques» du Liban

Par Yomna El Khalil

QdP - Quelle est votre analyse sur la présence des «Casques bleus» ?

R - Quand les «Casques bleus» sont arrivés au Liban, des partis de gauche ont commencé des discours sur «la nouvelle colonisation du Liban» disant que «tout est fini, on est de nouveau colonisé» et que «les Français sont venus pour liquider la Révolution et le Mouvement National Libanais». Nous, nous considérons que c'est une analyse erronée parce qu'elle ne prend pas en compte le rapport de forces sur le champ de bataille, au niveau mondial, les relations entre les pays impérialistes et les mouvements patriotiques et nationaux.

«L'ONU EN '78 N'EST PLUS L'ONU D'AVANT»

L'ONU, par exemple, en 1978 n'est plus l'ONU d'avant, manipulée par les USA ou d'autres pays impérialistes. C'est une nouvelle ONU avec la présence des pays socialistes, des pays du Tiers-Monde, des pays non alignés. Ce sont les pays du Tiers-Monde qui représentent la force essentielle au niveau mondial et à l'ONU. Nous en avons eu la preuve avec la participation de l'OLP, dans la plupart des Commissions internationales, après son entrée en 1974.

Puis au Sud, nous sommes victorieux. Cela n'a pas été une défaite, comme le disent les partis de gauche. L'ennemi s'est affaibli ; sa crise s'est accentuée sur le plan interne et international. L'initiative de Sadate et la «solution pacifique» sont arrivées à une impasse. Il y a des contradictions entre les USA et l'État sioniste. Les USA ne vont pas lâcher Israël mais il y a des contradictions. Celles-ci s'accroissent du fait que l'impérialisme

US est dans une position de décadence : les liens avec les satellites deviennent difficiles.

LES INTÉRÊTS DU GOUVERNEMENT FRANÇAIS

QdP - Comment voyez-vous le rôle de la France ?

R - Le gouvernement français veut jouer un rôle important au niveau mondial. Pour cette raison, il a des calculs pas tout à fait conformes à ceux des sionistes et des isolationnistes. Le gouvernement français a des intérêts dans le monde arabe : la Syrie, l'Égypte, l'Algérie, l'Irak, l'Arabie Saoudite.

Il a des relations avec l'OLP. Ce ne sont pas les relations historiques avec les Maronites du Liban qui peuvent arranger tout cela.

L'entrée de l'impérialisme français dans la scène libanaise n'est pas dirigée contre l'OLP. Ce n'est pas une colonisation. C'est une manœuvre politique pour consolider ses positions au niveau mondial. Ceci comporte des dangers pour l'OLP. A partir de cela, nous devons bien analyser la situation pour ne pas tomber dans l'opportunisme de droite ou de gauche.

L'impérialisme français a envoyé des Casques bleus avec d'autres pays. Compte-tenu de ses ambitions, il ne va pas sacrifier ses relations avec le roi Khaled, par exemple, pour des isolationnistes qui n'ont aucune base économique ni ne disposent d'un rapport de forces mondial en leur faveur.

Nous ne considérons pas les «Casques bleus» comme étant des forces d'occupation. Ils ont une mission précise :

- 1) Assurer le retrait total et immédiat des troupes sionistes.
- 2) Aider le gouvernement libanais à maintenir sa souveraineté dans le Sud du Liban

nais à maintenir sa souveraineté dans le Sud du Liban

Pour le deuxième point, c'est au gouvernement libanais de décider comment il comprend sa souveraineté. Ce n'est pas aux «Casques bleus» de le décider.

LE RISQUE D'AFFRONTÉMENT EXISTE

Cependant, il y aura toujours des accrochages du fait que les «Casques bleus» ont tendance à dépasser leur mission en comprenant comme : «On doit empêcher les Palestiniens de retourner au Sud.»

Nous, nous disons qu'ils n'ont aucun droit de le faire, que la situation avant l'invasion doit être rétablie. C'est au gouvernement libanais de décider de sa souveraineté. Nous travaillons avec l'OLP, les combattants sur le problème des relations avec le gouvernement libanais, avec le peuple libanais qui aura à décider de cela. Le danger existe toujours d'un affrontement avec les «Casques bleus». Mais la France n'a pas tellement intérêt à dépasser, actuellement, les limites de sa mission. Ce que la France souhaite, c'est participer au réglément pacifique du problème palestinien, favoriser ce genre de réglément.

Donc, nous ne mettons pas au premier plan le mot d'ordre : «Troupes de l'ONU, hors du Liban», mais «Non à l'ingérence des Casques bleus dans les affaires libanaises et palestiniennes», «Non aux tentatives de nous empêcher de lutter pour notre patrie et notre terre». Il ne s'agit pas de dire : «Non aux Casques bleus» ou «Oui aux Casques bleus». La question, c'est «Oui à la défense populaire libanaise contre le sionisme au sud», «Oui au Front Uni Libanais

Palestinien contre le sionisme au Liban.» «Oui au retrait total et immédiat des troupes sionistes du Sud.» «Non à l'ingérence de n'importe quelle force dans les affaires libanaises et arabes.»

Avec le retrait sioniste du Sud, on doit s'attendre à des complots au Liban : à Beyrouth même, contre la Résistance Palestinienne, et même contre les Syriens, les complots seront menés par les forces isolationnistes ou même au Sud par les sionistes ou les agents qu'ils ont formés (l'armée «libanaise» de Saad

Haddad).

Le retrait des sionistes du Sud-Liban a souligné leurs difficultés à rester plus longtemps : car la persistance de l'occupation accentuait leur crise interne notamment à cause de l'effort économique et militaire que cela demande. Et elle suscitait aussi le développement de la résistance armée libanaise et palestinienne. L'évacuation du Sud est une défaite politique et militaire de l'État sioniste, acculé dans son entreprise à un isolement international.

La guerre du Sud : «une nouvelle défaite pour les sionistes»

Brochure éditée par les Comités Patriotiques en France vendue au profit du Congrès Populaire du Sud

En mars, l'armée sioniste envahit le sud du Liban. Une résistance acharnée lui fait face. La guerre dure depuis plusieurs jours et les sionistes subissent de grandes pertes. Ils utilisent alors tous les moyens pour liquider toute vie au sud, allant des bombardements massifs des villages jusqu'à l'utilisation des bombes anti-personnelles à fragmentation.

Mais la résistance se poursuit malgré cela, recevant l'appui des larges masses arabes. Au même moment, les soulèvements dans l'ensemble de la Palestine se poursuivent et prennent un nouvel essor.

La guerre du Sud est une victoire pour la Révolution Palestinienne ; c'est une victoire politique et militaire.

La brochure analyse les événements qui ont conduit à cette guerre depuis l'initiative de Sadate en direction d'Israël. Elle évoque l'opération Kamal Adouane menée au cœur de la Palestine. La guerre du Sud est analysée, sur les plans militaires et politiques. Quelle position sur la résolution du Conseil de Sécurité ? Quelle attitude vis-à-vis des Casques bleus ?

Plusieurs documents et témoignages sont inclus dans cette brochure, ainsi que quelques extraits de la presse internationale concernant les conséquences de la guerre.

● Cette brochure est en vente à la librairie Palestine (24 rue de la Réunion, Paris 20°).

● On peut passer les commandes au «Quotidien du Peuple» en spécifiant : «Pour la brochure Liban.»

Prix : 4 F.

PROGRAMME TÉLÉ

Mardi 4 juillet

TF 1

19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Tour de France
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Les deux berges. *Dramatique TV*
21 h 30 - Demain à ta portée. *Film sur le problème des enfants handicapés*
22 h 10 - Les grandes expositions : Cézanne
22 h 40 - Journal et fin

A 2

19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - L'heure d'été
20 h 00 - Journal
20 h 45 - Les dossiers de l'écran : Carambolage. Débat : Les accidents de la route
23 h 15 - Journal
23 h 30 - Petite musique de nuit
23 h 35 - Fin

FR 3

19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Tribune libre
20 h 00 - Les jeux de vingt heures
20 h 30 - Lady détective entre en scène. *Film anglais*
22 h 15 - Journal et fin

Mercredi 5 juillet

TF 1

19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Tour de France
19 h 50 - Tirage du loto
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Il y a encore des noisetiers. *Dramatique TV*
22 h 00 - Médicale. L'organe tabou : le sein
23 h 00 - Journal et fin

A 2

19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - L'heure d'été
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Moi, Claude l'empereur. *Feuilleton britannique*
21 h 30 - Questions de temps : Quelle France ?
22 h 35 - Journal
22 h 50 - Petite musique de nuit
23 h 00 - Fin

FR 3

19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Tribune libre
20 h 00 - Les jeux de vingt heures
20 h 30 - Les nus et les morts. *Film américain*
22 h 45 - Journal
23 h 00 - Ciné regards

BLOC NOTES

Troisième festival international de musique traditionnelle et d'expression populaire

Un des plus grands festivals de l'été...

Folk, chansons, country, bluegrass, cajun, musique irlandaise, bretonne, anglaise, flamande, américaine (du sud et du nord) traditionnel et progressif, bals folk, fest noz, hootenannies, jam sessions. Marche, buffet chaud et buvette, parkings, camping, consigne... garderie et animation enfants. Vendredi 7, samedi 8 et dimanche 9 juillet à Courville sur Eure, près de Chartres, à 100 km de Paris sur les rives de l'Eure.

Festival parrainé par le mensuel *L'escargot folk* ? Renseignements : Bureau du festival Musigrass, 25 rue Carnot 28 190 Courville/Eure. Tél : (37) 23 23 89.

LE STAGE

Courville/Eure, à deux pas de Chartres, en pleine terre de Beauce fut, en 1976 et 1977, un lieu de rendez-vous privilégié pour les amateurs de musique traditionnelle.

Cette année encore, les trois journées de concert seront précédées par un stage instrumental comprenant 7 ateliers (banjo avec Bill Keith, Tony Trischka; violon bluegrass avec Kenny Kosek; guitare perfectionnement avec Happy Traum USA; mandoline avec Christian Séguret; mélodéon avec Gérard Dole, accordéon diatonique avec Marc Perrone; et violon français débutants avec Patrick Desauvay).

Les stagiaires, originaires de tous les coins de France et même parfois de pays limitrophes, retrouveront cette ambiance indescriptible de chaleur humaine et de bonne musique qui a fait la renommée de bien d'autres stages de musique folk...

Si le troisième festival de Courville/Eure pouvait, durant ces huit jours, être en mesure de contribuer à la création de quelques bonnes heures de musique, et permettre à des gens, des traditions, des démarches musicales, de se rencontrer mais aussi de se faire mieux connaître, le but serait atteint. Les organisateurs et programmeurs en retireraient assez de satisfaction pour penser à... «Courville 79» ! Stage du 3 au 7 juillet. Inscription et infos :

Musigrass
25 rue Carnot
28 190 Courville/Eure

COMMENT CELA SE PASSERA-T-IL ?

Courville 78, le troisième festival de musique traditionnelle et d'expression populaire s'est efforcé, cette année encore, de présenter un large éventail de genres musicaux trop souvent minoritaires.

Les membres du groupe organisateur «Musigrass diffusion» ont tenu, comme par le passé, à sélectionner les groupes français et étrangers susceptibles d'apporter par leurs particularités et leurs qua-

lités musicales un caractère original et varié.

2 scènes. Pour la première fois à Courville/Eure, un peu plus d'une vingtaine de groupes disposeront d'un grand podium et d'une seconde scène sous chapiteau, où tous, ou presque, passeront alternativement...

Les spectateurs auront la possibilité, suivant leur choix, de suivre normalement le déroulement du spectacle, ou d'entendre

une seconde fois un groupe particulièrement apprécié.

De plus, à certaines heures, la scène sous chapiteau sera mise à la disposition des musiciens, visiteurs ou programmés, au festival, amateurs ou professionnels, pour des «jam sessions» improvisées...

Comme par le passé, des bals folk et un fest noz (bal breton) termineront chaque journée.



**téléphonez
au
quotidien
636 73 76**

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J
CCP N° 23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

Et l'acier fut trempé

163^e épisode

Pavel Kortchaguine est à l'hôpital. D'autres boïchéviki, à ses côtés, parlent de lui...

Tchernokozov s'arracha à son journal et son visage s'éclaircit tout à coup.

— Oui, c'est Kortchaguine. Il faut que tu fasses sa connaissance, Choura. La maladie lui a mis des bâtons dans les roues, sinon ce garçon nous aurait rendu service dans plus d'une passe difficile. C'est un komssomol de la première génération. En un mot, si nous le soutenons, — et j'ai décidé de le faire, — il travaillera encore.

Pavel tendait l'oreille.

— De quoi est-il malade ? demanda Choura, toujours à mi-voix.

— Des vestiges de 1920. La colonne vertébrale qui fait des siennes. J'ai parlé au médecin. On craint que sa contusion entraîne une paralysie totale. Tu le rends compte ?

— Je vais l'amener ici, dit Choura.

C'est ainsi qu'ils firent connaissance. Pavel ne savait pas que Jiguiréva et Tchernokozov deviendraient pour lui des êtres chers et que, dans les années terribles qui le guettaient, ils seraient son premier soutien.

La vie suivait son cours. Taïa travaillait. Kortchaguine continuait d'étudier. Il n'avait pas eu le temps d'organiser un cercle qu'un nouveau

(Extraits)

Nicolas OSTROVSKI

malheur l'assailit sans bruit. La paralysie immobilisa ses deux jambes. Maintenant, seul le bras droit lui obéissait encore. Il se mordit les lèvres jusqu'au sang quand il se rendit compte, après des suprêmes et vains efforts, qu'il était désormais incapable de faire le moindre mouvement. Courageusement, Taïa cacha son désespoir et l'amertume de son impuissance à l'aider. Il lui dit, souriant d'un air fautif :

— Nous devons divorcer, Tanoucha. Il n'a jamais été question de l'enfermer dans une telle impasse. Cette question, petite fille, je vais y réfléchir comme il faut dès aujourd'hui.

Elle ne le laissa pas parler, mais ne put retenir ses sanglots et pleura à chaudes larmes en serrant contre sa poitrine la tête de Pavel.

Artem apprit le nouveau malheur survenu à son frère. Il écrivit à sa mère et Maria Iakovlevna, abandonnant sa maison, arriva chez Pavel. Ils vécurent à trois. La bonne vieille sympathisait avec Taïa.

Kortchaguine étudiait toujours.

Un soir d'hiver, un hiver pluvieux et maussade, Taïa apporta son premier bulletin de victoire : sa carte de membre du Soviet de la ville. Des lors, Kortchaguine la vit rarement. De la cuisine du sanatorium, où elle travaillait comme plongeuse, Taïa allait à la section féminine, au Soviet, et rentrait tard dans la soirée, fatiguée, mais riche d'impressions. Bientôt, elle allait entrer au Parti à titre de « candidate ». Elle s'y préparait avec

une grande émotion. Mais un autre malheur survint. La maladie continuait son œuvre. Le feu d'une douleur intolérable enflamma l'œil droit de Kortchaguine. L'œil gauche fut pris à son tour. Et, pour la première fois de sa vie, Pavel comprit ce que signifie la cécité : un voile noir lui déroba le monde.

Un obstacle terrible, insurmontable, s'était avancé à pas de loup en travers de sa route. Le désespoir de sa mère et de Taïa ne connut plus de limites. Pavel, d'un calme imperturbable, décida par envers lui :

« Il faut attendre quelque temps. Si vraiment il n'y a plus moyen d'avancer, si ma cécité a tiré un trait définitif sur tout ce que j'ai fait pour retourner au travail et s'il est impossible de reprendre ma place dans les rangs, il faudra en finir. »

Il écrivit à ses amis et reçut d'eux des lettres qui l'appelaient à rester ferme et à poursuivre la lutte.

En ces jours si pénibles pour lui, Taïa, émue et heureuse, lui annonça :

— Pavloucha, je suis membre « candidate » du Parti.

Et Pavel, l'écoutant raconter comment la cellule avait admis ce nouveau membre dans ses rangs, se souvint de ses propres débuts dans le Parti.

— Ainsi, camarade Kortchaguine, nous constituons à nous deux une fraction communiste, dit-il en lui serrant la main.

Le lendemain, il écrivit au secrétaire du comité de district en lui demandant de passer le voir. Dans la soirée, une auto constellée d'éclaboussures s'arrêta devant la porte, et Volmer, un Letton entre deux âges, barbu jusqu'aux oreilles, secoua vigoureusement la main de Pavel.

(à suivre)

● Le gigantesque transfert d'armement sophistiqué et de personnel militaire à destination de l'Éthiopie, qui fut organisé à partir du 25 novembre dernier par voies aérienne et navale, par les Soviétiques, prétextant le conflit de l'Ogaden, s'est accompagné d'une mainmise croissante soviéto-cubaine sur tous les domaines d'activité du pays, sur tous les rouages de l'État éthiopien. C'est à une véritable colonisation «nouvelle formule» à laquelle on assiste en Éthiopie, et pour laquelle le Kremlin a mobilisé ses «alliés» est-européens.

L'appui direct et sans détours à la répression sanglante qu'exerce la junte d'Addis-Abeba contre les masses éthiopiennes est en effet un des aspects les plus caractéristiques de cette entreprise pour laquelle un véritable «partage des tâches» a été réalisé au sein du pacte de Varsovie.

Les Soviétiques, les Cubains et les Allemands de l'Est se sont ainsi répartis l'aide aux «forces de sécurité» éthiopiennes. Les «conseillers» est-allemands sont plus particulièrement spécialisés dans les écoutes téléphoniques et l'initiation des officiers éthiopiens aux techniques de «sécurité», y compris à la torture utilisée dans les interrogatoires de la police. Les autorités de RDA semblent avoir particulièrement pour mission de la réorganiser après que cette tâche ait été longtemps confiée à l'Allemagne de l'Ouest et à Israël. Les Soviétiques, quant à eux, fournissent notamment des «conseillers» pour les divers ministères

où ils s'occupent de l'encadrement politique et idéologique, ils contrôlent également les postes importants dans l'aviation, comme sur l'aéroport d'Asmara en Érythrée, où ils ont pris directement le contrôle de toute l'activité aérienne, dans les limites que fixent les tirs des maquisards érythréens qui assiègent la ville.

UNE «COMMISSION DE RÉORGANISATION»

Un des exemples les plus criants de l'ingérence soviétique dans la gestion éthiopienne, a été la constitution à la fin de l'année dernier d'une commission pour réorganiser les forces armées et les structures politiques. Cette commission, formée avec 7 officiers supérieurs éthiopiens, comprenait aussi 8 officiers soviétiques et 3 Cubains (1). Un plan avait été établi par les Soviétiques pour éviter toute fuite pendant le déroulement des activités de la commission. Selon ce plan soviétique, il était strictement

ADDIS-ABEBA : LE «SOCIALISME» DE LA TERREUR (2)

interdit à tout membre de la commission d'apporter ou d'emporter quoi que ce soit de la salle de réunion.

Les Soviétiques cherchent à entraîner, outre Cuba, d'autres pays du Tiers Monde, dans l'entreprise non seulement de guerre contre le peuple érythréen, mais aussi de colonisation de l'État éthiopien. Ainsi en va-t-il pour le Sud-Yémen, qui avait fourni ces derniers mois des «conseillers» militaires à Addis-Abeba. Ce pays aurait également fourni sur son territoire, un entraînement intensif à des milliers de membres des «milices populaires» de la junte fasciste d'Addis-Abeba, directement utilisées dans l'encadrement et la répression des masses éthiopiennes. Toutefois, cet engagement du Sud-Yémen suscitait une réprobation croissante au sein du peuple de ce pays, y compris dans ses sphères dirigeantes. Sans doute le récent coup d'État encouragé par l'URSS visait-il à reprendre là aussi «la situation en mains».



«Sécurité» à Addis-Abeba.

Soldats cubains

Les nouveaux «G.I.»

«Beaucoup d'indices montrent que les troupes cubaines sont rejetées par la population. Pas seulement à cause du soutien actif qu'elles apportent au DERG pour le maintenir au pouvoir, mais aussi à cause des crimes et des exactions qu'elles commettent contre les masses.

En ville comme à la campagne, l'attitude des mercenaires cubains à l'égard de la population ne diffère pas du comportement qu'avaient les GI américains en Indochine. Ainsi leur attitude à l'égard des femmes éthiopiennes est révélatrice de leur attitude plus générale à l'égard du peuple. Non seulement, comme tout mercenaire, ils prennent la femme pour un objet sexuel, proposant dans les rues aux piétons de monter dans leurs voitures, mais en plus ils enlèvent et violent des femmes. Il est devenu ainsi habituel que les soldats cubains kidnappent des femmes dans des Mercedes ou autres voitures de luxe.

dans les rues, plus généralement, attise les contradictions avec la population. Déjà, le couvre-feu (fixé maintenant à 22 h après l'avoir été à 23 h) qui interdit la rue aux Éthiopiens mais la livre aux Cubains, est fort mal ressenti. En dehors des heures de couvre-feu, ceux-ci circulent au mépris des déplacements et même de la vie des Éthiopiens. Ainsi des Cubains roulant dans de puissantes voitures ont pu écraser des passants, sans même être inquiétés par la police du DERG.

DES COMPARAISONS...

Tout cela fait ressentir clairement pour la population, dans sa vie quotidienne, le fait que les troupes cubaines ne sont pas du tout venues la soutenir, mais au contraire qu'elles sont venues s'installer en occupants. Les vieux de chez nous font volontiers aujourd'hui des comparaisons avec l'époque où l'Afrique était colonisée par les Italiens en 1936 et où les soldats italiens avaient «quartier libre» dans les rues.

Il est possible qu'à l'avenir, avec des difficultés croissantes, des soldats cubains demandent à repartir. D'après ce que nous savons d'eux, leur recrutement pose certains problèmes à Cuba même. Au départ, pour que des Cubains acceptent de venir en Éthiopie, il y a eu une vaste campagne organisée à Cuba. A la Havane, les centres de recrutement proposent des «avantages» en nature, tels que l'accès à un meilleur logement, etc..., aussi la carte du parti avec les «portées» qu'elle peut ouvrir ; ceci bien entendu tout en présentant l'envoi d'un corps expéditionnaire cubain comme une «aide» à la lutte des peuples d'Afrique pour leur liberté. Il s'agit pour le régime cubain de vaincre de réelles réticences apparues surtout à la suite des événements d'Angola où de nombreux Cubains trouvèrent la mort. Ceci avait entraîné au sein de la population cubaine un certain mécontentement. Pour tenter d'éviter qu'il ne se renforce, notamment en cas de développement de la guerre en Érythrée, le gouvernement de La Havane aurait même décidé récemment de ne plus faire revenir les corps des Cubains tués dans la Corne de l'Afrique. L'envoi d'un nombre croissant de soldats cubains en Afrique ne signifie pas que le peuple cubain agit de son plein gré, c'est la pression de la superpuissance soviétique qui conduit à cet état de choses.

Témoignage de l'Union des Étudiants Éthiopiens

«Votre fils ne nous a coûté qu'une seule balle !»

«Votre fils ne nous a coûté qu'une seule balle», c'est en ces termes que s'adressait, le 30 avril 77, un soldat du DERG à une femme recherchant le corps de son fils dans un charnier à Addis-Abeba, près de l'ambassade de France, sur la route du Mercato, le plus grand marché-bidonville d'Afrique. Des jeunes gens arrêtés seulement pour avoir distribué des tracts hostiles à la junte étaient immédiatement passés par les armes. Depuis, avec l'appui total soviéto-cubain, une répression sanglante n'a cessé de poursuivre tout opposant, et particulièrement la jeunesse lycéenne et étudiante dont la révolte est considérée, par le régime, comme une «gangrène» à extirper.

Parmi les mesures de répression prises par la junte, l'organisation des perquisitions dont la mise au point a été élaborée avec des responsables des «associations de quartiers ou Kébéls (2), au cours d'une réunion que relate ici le PRPE (1).

«LIBERTÉ DE TUER» LA NOUVELLE MÉTHODE DE PERQUISITION DES FASCISTES

«Cet aspect récent de la politique répressive de la junte était discuté au cours d'une réunion présidée par un membre fasciste notoire du DERG, le major Debela Dinsa. Y participaient aussi les présidents des «associations d'habitants» des grands districts, des officiers de la 1^{re} et 4^e divisions de l'armée, le commandant des forces de police de la ville d'Addis-Abeba, les présidents de toutes les «associations d'habitants» d'Addis-Abeba.

La réunion qui avait pour but d'examiner la force grandissante des «contre-révolutionnaires» (3) commença avant tout par endosser le plan de perquisitions surprises et systématiques dans la ville d'Addis-Abeba, proposé par le régime. La mise en œuvre en fut confiée aux militaires. On recommanda l'application de la politique de la «liberté de tuer» toute personne soupçonnée d'être un opposant au régime. Il y eut tout de même un long débat sur ce point. Un membre du DERG intervint avec insistance pour l'adoption de ce plan. D'après lui, «la jeunesse ayant depuis assez longtemps été assu-

ciée aux activités contre-révolutionnaires, on ne peut, par conséquent éliminer les contre-révolutionnaires, non pas en examinant des preuves ou bien en attendant que les indices les identifient mais, en réprimant la jeunesse. Ceci ne peut se faire qu'en donnant le pouvoir à toutes nos forces de sécurité d'éliminer les jeunes qu'elles soupçonnent d'être opposants au régime. C'est en donnant un grand coup que nous pourrions surmonter nos problèmes ; c'est ce que nous appelons «liberté de tuer» et je demande plus particulièrement aux présidents des associations, de coopérer franchement avec cette nouvelle mission du DERG».

Les participants n'étaient pas tous d'accord avec le plan. Mais, leur désaccord portait sur la forme et non sur le fond. Ils préconisaient des fouilles du même type que les fois dernières : «les escouades de fouille encerclent une maison ou un bâtiment suspect, puis arrêtent ou exécutent toute personne ne coopérant pas avec eux». La nouvelle méthode diffère de cela seulement en ce sens que les assassins jouissent maintenant d'un pouvoir encore plus grand et qu'ils peuvent éliminer qui que ce soit, plus particulièrement parmi la jeunesse, sans même avoir à questionner ou arrêter (...)

Accepter la nouvelle politique voulait dire pour les présidents des associations de quartiers et leurs

assassins armés, déjà détestés et haïs par les masses, s'isoler encore davantage. Ils ont donc refusé d'endosser les propositions du DERG si elles restaient telles quelles. Mais, le colonel Mengistu et ses proches collaborateurs donnèrent des instructions pour que ce refus soit ignoré. (...)

Plus tard, la direction du soi-disant «syndicat des travailleurs éthiopiens» adopta une résolution soutenant le plan du DERG : «Nous avons à maintes reprises demandé que des perquisitions systématiques soient faites. Mais à cause de bureaucrates réactionnaires, nos appels n'ont pas eu d'échos. Par conséquent, il nous est devenu nécessaire d'agir librement sans en informer le gouvernement». En fait, il suffit d'examiner la composition des équipes de fouilles pour constater que tout se passe avec le plein accord du gouvernement. La «résolution» stipule que «ces équipes seront composées de soldats, de policiers, de personnes nommées par les dirigeants d'associations urbaines, de syndicalistes et de tous ceux qui ont constamment exprimé leur soutien au gouvernement».

(1) «Parti révolutionnaire du peuple éthiopien».

(2) Voir Quotidien d'hier

(3) «Contre-révolutionnaires» : les opposants au régime.

«Le silence de la nuit»

«On évoque souvent en Éthiopie les paroles de Lénine disant qu'une révolution n'a de valeur que dans la mesure où elle sait se défendre». A la terreur des ultras et des gauchistes qui ont les uns comme les autres, des attachements avec la C.I.A. américaine, les masses répondent par la création des milices populaires et la formation des comités de défense de la révolution dans les villes. Dans presque tous les arrondissements d'Addis-Abeba, des détachements armés pour le maintien de l'ordre public sont déjà en place.

Le silence de la nuit a beau être encore rompu par des rafales de mitraillettes, la capitale est sensiblement plus calme qu'il y a, disons un an, lorsque l'auteur de ces lignes avait visité Addis-Abeba pour la première fois. (...)

Vladimir Choubine, rédacteur de l'hebdomadaire soviétique Temps Nouveaux.

DANS LE QUARTIER DE L'ANCIEN AÉROPORT

Dans le quartier de l'ancien aéroport à Addis-Abeba, là où la mission et les G.I. américains résidaient jusqu'en 77 et où la plupart des soldats cubains sont maintenant installés, les jeunes filles, les femmes de tous âges n'osent plus sortir le soir après 18 heures. C'est une autre sorte de «couvre-feu» !

On a eu connaissance du cas de deux femmes violées, à Makalle, par des «médecins» cubains qui commencent à avoir une solide réputation pour leurs violences commises à l'encontre des femmes. Des pratiques semblables ont eu lieu à Addis-Abeba, dans le quartier 23, kebelé 11, impliquant par exemple huit mercenaires cubains résidant à l'ancienne ambassade du Ghana.

La situation économique désastreuse, la situation de famine poussent nombre de femmes à la prostitution : aujourd'hui, celles-ci sont fréquemment l'objet de mauvais traitements, de séquestrations par les mercenaires et notamment des officiers cubains et soviétiques.

Tout cela accroît les contradictions entre la population et les troupes étrangères. Ainsi, six soldats cubains ont été tués, sur l'initiative de femmes révolutionnaires, à la suite de leur comportement à l'égard de certaines femmes. Et ceci peut connaître un développement rapide, pouvant favoriser la contestation au sein même des troupes cubaines.

Le comportement des Cubains

Demain la suite